

La stratégie énergétique des Etats-Unis dans le nord d'Afrique

Gawdat Bahgat

USA : leur dépendance du pétrole et du gaz fait accroître la coopération énergétique avec les producteurs du Golfe persique, l'Amérique Latine, la Russie et l'Afrique

Maghreb : ses coûts de production bas, sa potentialité de prospection et son ouverture à l'investissement étranger présentent des avantages face au Golfe persique

Le resserrement de la collaboration entre les pays du Maghreb, les Etats-Unis et l'Europe contribue à la sécurité énergétique mondiale

Depuis le début des années 2000 des événements économiques et géopolitiques ont altéré de manière significative la dynamique des marchés énergétiques mondiaux. Tout d'abord, l'augmentation rapide de la consommation de pétrole en Chine et en Inde a été à l'origine de la croissance de la demande énergétique mondiale. L'instabilité politique de son côté a réduit la capacité d'importants producteurs de pétrole comme l'Irak, le Nigeria et le Venezuela. Plus de trois ans après le début de la guerre, la production de pétrole irakien est très en dessous du niveau atteint pendant le gouvernement de Saddam Hussein. Finalement, avec cette augmentation de la demande et la baisse de la production, presque toute la capacité de production inutilisée est épuisée. Aujourd'hui, les niveaux de capacité de production inutilisée du monde atteignent des minimums quasiment historiques. Il est probable que ces tendances se maintiennent.

Les Etats-Unis, le plus grand consommateur et importateur de pétrole du monde, se soucient de ces tendances et de leur possible influence sur la sécurité énergétique du pays. D'après le Département américain de l'Energie, les réserves prouvées de pétrole du pays ont diminué de plus de 17 % depuis 1990. La production de brut des USA est actuellement au niveau le plus bas des 50 dernières années tandis que la consommation a augmenté de manière constante. Cette différence a été couverte surtout

moyennant l'importation. En 2005, les USA ont importé 58 % de leur demande totale en pétrole et l'on prévoit que cette dépendance du pétrole importé augmente dans les décennies prochaines.

De même, les USA dépendent chaque fois plus du gaz naturel importé. Dans les dernières décennies, la consommation de gaz est montée en flèche tandis que la production intérieure n'a pas suivi le même rythme. Les importations depuis le Canada ont été déterminantes pour répondre à la demande en gaz naturel. Cependant, on prévoit que le Canada augmente sa consommation intérieure alors que l'importation américaine d'autres ressources, en particulier de gaz naturel liquéfié (GNL), s'accroît.

Par la suite j'analyserai les efforts américains pour établir une politique énergétique générale, qui n'ont pas réussi à contenir la consommation de gaz et de pétrole dans le pays. Pour réduire leur vulnérabilité, les USA ont essayé de réduire leur dépendance envers une seule région en diversifiant leurs fournisseurs de pétrole et de gaz naturel.

La politique énergétique américaine

Depuis les années trente, les hommes politiques de Washington se consacrent à l'élaboration et l'application d'une politique énergétique nationale. Pendant

presque toutes les années soixante-dix, l'objectif officiel de la politique énergétique américaine fut la réduction de la dépendance envers le pétrole importé. La chute des prix du pétrole suite à la superproduction mondiale de la moitié des années quatre-vingt fit oublier qu'il était urgent d'adopter des mesures drastiques pour contrôler et freiner la consommation vorace d'énergie aux USA. Dans les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, la politique énergétique américaine s'est efforcée d'augmenter la libéralisation des marchés nationaux et étrangers pour qu'ils allouent efficacement les capitaux, fournissent de plus grandes options de consommation et promeuvent la baisse des prix par le biais de la concurrence.

L'énergie est devenue un des objectifs principaux de la politique de l'administration américaine depuis l'augmentation des prix du pétrole à la fin des années quatre-vingt-dix et l'implication du président George W. Bush et du vice-président Dick Cheney dans l'industrie du pétrole avant qu'ils n'occupent leurs fonctions publiques. Après quatre ans de longues négociations entre les hommes politiques de Washington, les deux chambres du Congrès ont approuvé une loi sur l'énergie que le président a ratifiée en août 2005. Cette Loi sur la Politique Énergétique de 2005 établit des avantages afin de promouvoir les investissements pour économiser les combustibles et développer les sources renouvelables, la technologie du charbon

épuré et les centrales nucléaires. Il est trop tôt pour faire le bilan exact de l'impact de ces objectifs sur la politique énergétique américaine dans son ensemble. Dans un avenir proche, le pétrole dominera encore l'éventail énergétique américain (et mondial), surtout dans le secteur des transports. Entre temps, Washington continuera à accroître la coopération énergétique avec les producteurs du Golfe persique, de la Russie, de l'Amérique latine et de l'Afrique.

Perspectives énergétiques du nord de l'Afrique

Les pays du Maghreb (Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie et Libye) n'ont pas autant de pétrole et de gaz naturel que le Golfe persique. Même ainsi, ces Etats offrent plusieurs avantages. En premier lieu, l'Algérie et la Libye sont membres de l'Organisation de pays exportateurs de pétrole (OPEP) et sont des producteurs de pétrole importants. Alger est aussi un grand producteur et exportateur de gaz naturel et Tripoli présente beaucoup de chances de le devenir. Deuxièmement, les coûts de production sont les plus bas du monde. En troisième lieu, ils produisent un brut « doux », faible en soufre et de haute qualité. Quatrièmement, dans la plupart de ces pays, les prospections offrent encore beaucoup de possibilités. Les découvertes récentes témoignent de leur grande potentialité. Finalement, en comparaison avec d'autres grands producteurs comme l'Iran, la Russie et l'Arabie saoudite, les pays du Maghreb sont plus ouverts à l'investissement étranger dans le secteur énergétique.

Finalement leur proximité géographique vis-à-vis de l'Europe constitue un avantage important en ce qui concerne les coûts de transport vers un marché large et croissant.

En raison de la diminution des réserves et de l'augmentation de la demande, la dépendance européenne envers le pétrole et le gaz importés est similaire à celle des USA. De ce fait, il est prévu que la dépendance européenne des fournisseurs étrangers s'accroisse autour de 50 % en 2005 jusqu'à deux tiers

en 2030. A cette date, l'Union Européenne (UE) importera 94 % de ses besoins en pétrole et 84 % de sa consommation de gaz naturel. La Commission européenne reconnaît cette croissante et l'inévitable interdépendance entre l'UE et les principales régions productrices d'hydrocarbures. C'est ainsi qu'elle insiste sur des mesures concrètes pour garantir la sécurité de l'approvisionnement. Parmi celles-ci elle inclut la diversification de l'éventail énergétique de l'UE ainsi que des fournisseurs et des routes d'approvisionnement de l'énergie importée ; la création d'un cadre qui stimule des investissements adéquats pour répondre à la croissante demande énergétique ; un meilleur équipement de l'UE pour faire face aux urgences ; et l'amélioration des conditions des entreprises européennes qui tentent d'accéder aux ressources mondiales.

Actuellement, la Mauritanie est le pays le plus pauvre du Maghreb. Cependant, ces dernières années l'on perçoit des signes prometteurs sur l'existence de ressources en hydrocarbures. En conséquence, en mars 2005, le gouvernement mauritanien a créé un Ministère du Pétrole et de l'Energie indépendant. En février 2006 le pays a commencé à produire son premier pétrole. Plusieurs entreprises internationales comme Total, Repsol-YPF et National Petroleum ont déjà négocié et signé des accords avec les autorités mauritaniennes.

Avec une population de plus de 31 millions d'habitants et des ressources en pétrole et en gaz limitées, le Maroc est le plus grand importateur d'énergie du nord de l'Afrique. L'augmentation mondiale des prix du gaz et du pétrole a asséné un grand coup au développement économique du pays. Cependant, il y a lieu à l'optimisme au moins pour trois raisons. Tout d'abord parce que le Maroc est un lieu de transit pour les exportations du gaz algérien vers l'Espagne et le Portugal. Le gaz traverse le détroit de Gibraltar à travers le gazoduc Maghreb-Europe. Ensuite, les découvertes de pétrole face aux côtes de la Mauritanie ont augmenté les expectatives de découvertes semblables du côté marocain. En conséquence, Rabat a octroyé des licences à plusieurs entreprises européennes et chinoises pour

effectuer des prospections. Finalement, depuis son ascension au trône en juillet 1999, le roi Mohammed VI encourage activement la réforme économique appuyée par le Fond monétaire international et la Banque mondiale. L'amélioration significative des relations avec les USA et l'Europe a aussi son influence sur les perspectives de prospérité économique et de stabilité politique. En juin 2004, les USA et le Maroc ont signé un Traité de Libre Commerce (TLC) qui a éliminé immédiatement 95 % des droits de douanes sur le commerce bilatéral. Ce TLC a été le premier en Afrique et le premier à être inclus dans l'Initiative pour une Zone de Libre Commerce au Proche-Orient. Le Maroc a souscrit aussi plusieurs accords de coopération économique avec l'UE.

L'Algérie est un grand producteur et exportateur de pétrole et de gaz naturel. Il est prévu que les recettes provenant de l'exportation du pétrole atteignent 41 000 millions de dollars en 2006, face aux 36 000 de 2005 et aux 26 000 de 1980. Le président Abdelaziz Bouteflika, élu en 1999 et réélu en 2004, a mis en œuvre des programmes de réconciliation nationale et de réforme économique. En 2005, le Parlement a approuvé une Loi de Réforme des Hydrocarbures (proposée à l'origine par Bouteflika en 2001). Le secteur énergétique algérien est ouvert à l'investissement étranger depuis le début des années quatre-vingt-dix. Depuis lors, les opérateurs étrangers ont augmenté constamment leur participation dans la production de pétrole en Algérie.

Il faut signaler que, récemment, une minutieuse révision de l'ouverture du secteur à l'investissement étranger a été effectuée. En juillet 2006, le gouvernement algérien a approuvé une loi dans le but d'assurer une plus grande participation pour la compagnie d'Etat Sonatrach. L'objectif de cette loi est de préserver les hydrocarbures pour les futures générations.

Ces dernières années, l'Algérie a resserré ses relations avec l'Europe et les USA. En 2001, elle signa avec l'UE un accord d'association, selon lequel les droits de douane sur les produits agricoles et industriels disparaîtront progressivement. Elle a aussi signé un pacte de

coopération avec le marché unique européen. Ces accords se fondent en grande mesure sur la coopération en matière de production d'énergie. Près de 90 % du brut algérien s'exporte vers l'Europe occidentale. Les deux gazoducs entre l'Algérie et l'Europe sont également importants : le Transméditerranéen (achevé en 1983 et doublé en 1994) et le gazoduc Maghreb-Europe connu aussi sous le nom de Pedro Duran Farell (achevé en 1996). Au-delà de ceci, en 1964 l'Algérie est devenue le plus grand producteur mondial de gaz naturel liquéfié et actuellement elle en est le troisième exportateur (après l'Indonésie et la Malaisie). La plupart des exportations de GNL se dirigent vers l'Europe occidentale (spécialement vers la France et l'Espagne) et les USA. En 2001, la compagnie Medgaz s'est créée pour l'étude, conception, construction et mise en œuvre d'un gazoduc qui unisse l'Algérie et l'Europe à travers l'Espagne. Ce gazoduc, prévu pour 2009, partira de Beni Saf, en Algérie, jusqu'à Almeria, en Espagne. Le gazoduc répond aux trois objectifs de l'UE : garantir l'approvisionnement stable et sûr, protéger l'environnement et développer le libre marché.

La Tunisie a des réserves modestes en pétrole et en gaz naturel. Celles-ci se situent principalement dans le Golfe de Gabes et dans le bassin de Ghadamès au sud du pays. Actuellement la production ne répond pas la demande croissante intérieure. En conséquence la Tunisie est un importateur net de pétrole et de gaz.

La Libye est, de loin, le grand producteur énergétique du Maghreb. Elle possède 3,3 % des réserves prouvées de pétrole du monde et près de 1 % des réserves prouvées de gaz naturel. Cependant, l'utilisation pleine de ces énormes réserves a diminué pendant les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix à cause des tensions politiques entre Tripoli et l'Occident. Depuis le début de ce siècle, les tensions se sont estompées, était réintégrée pleinement dans le système international. Les relations économiques et diplomatiques entre Tripoli, Bruxelles et Washington se sont rétablies.

La prospection du pétrole en Libye a commencé en 1955 et les premiers champs de pétrole furent découverts en

1959. Deux ans après, les exportations commencèrent. Certains des plus grands champs ont été trouvés dans les concessions octroyées à des entreprises américaines : Marathon, Amerada Hess et Conoco. Ces entreprises fondèrent l'Oasis Group qui collaborait étroitement avec la National Oil Company (NOC) de Libye. L'augmentation constante et significative de la production de pétrole de la Libye fut le résultat de cette collaboration. Cependant, cette alliance mutuellement rentable fut interrompue en 1986, lorsque le président Ronald Reagan émit un décret-loi qui imposait des sanctions unilatérales contre la Libye.

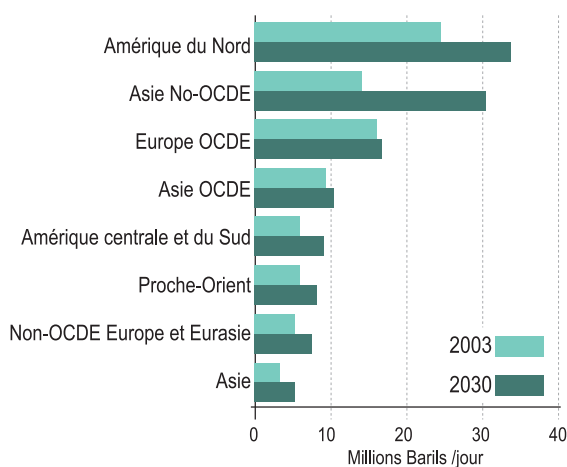
Afin de protéger les intérêts de leurs concessions, cinq entreprises américaines signèrent un Accord Moratoire avec la NOC, en vertu duquel elles conservaient les droits et devoirs d'origine sur les champs qu'elles exploitaient, tandis que la NOC se responsabilisait du développement de ces champs jusqu'au retour des entreprises américaines. En décembre 2005, l'Oasis Group arriva à un accord avec la Libye pour retourner au pays pour la première fois depuis 1986. L'accord est valable pour 25 ans, et stipule que la NOC recevra 59 % tandis que les entreprises américaines le 41 % restant.

En attendant, dans le but d'attirer l'investissement étranger, la Libye a effectué depuis 2005 plusieurs rondes de con-

cessions pour la prospection du pétrole et du gaz. En somme, le pays recouvre son rôle de grand producteur et exportateur de pétrole. Il possède en plus d'énormes réserves en gaz naturel dont il essaye d'augmenter les exportations, spécialement vers l'Europe. Ces exportations augmentent grâce à la construction en 2004 du projet de Gaz Libyen Occidental (WLGP sigles en l'anglais), connu aussi sous le nom de Courant Vert. Précédemment le seul client du gaz libyen était l'entreprise espagnole Enagás. Cependant, WLGP – une entreprise commune à 50 % entre la NOC et l'entreprise italienne Eni – a augmenté ces exportations vers l'Italie et d'autres pays.

Depuis le début de ce siècle, la région du Maghreb a joué un rôle important pour satisfaire les besoins énergétiques européens et américains. La prospérité économique et la stabilité politique peuvent être considérées comme la cause et l'effet de l'importance de ce rôle. Aussi bien Bruxelles que Washington ont établi des liens économiques et politiques étroits avec les pays du Maghreb. Ceux-ci ont invité les entreprises pétrolières internationales à prospecter et exploiter leurs ressources en hydrocarbures. Les perspectives de cette association de plus en plus étroite sont prometteuses pour l'avenir immédiat. Il est probable que ceci contribue à la sécurité énergétique mondiale. ■

Consommation mondiale de pétrole par région et groupes de pays, 2003 et 2030



Sources : 2003 : Energy Information Administration (EIA), *International Energy Annual 2003* (May-July 2005). 2030 : EIA, *System for the Analysis of Global Energy Markets* (2006).